

---

## COMPTE RENDU

---

**Joao Ferreira, Mario Raposo, Cristina Fernandes, Marcus Dejardin (ed.), *Knowledge intensive business services and regional competitiveness*, Routledge, 2016, 332 p.**

Il est loin le temps où les services étaient considérés dans les pays développés comme des activités à faible productivité et où le progrès technique et la croissance économique reposaient largement sur le secteur industriel (Baumol, 1967). Aujourd'hui, mis à part les services « présentsiels » à faibles économies d'échelle et fournis par une main-d'œuvre peu qualifiée, les activités de service, et notamment les « services supérieurs », sont reconnus comme des secteurs moteurs de la croissance dans les économies fondées sur la connaissance. Il en va notamment de ce qui a été appelé les KIBS (*Knowledge Intensive Business Services*), qui délivrent des inputs intermédiaires aux entreprises industrielles et de service. Ces services de soutien aux entreprises reposent sur une main-d'œuvre qualifiée, et même très qualifiée comme les « services intensifs en connaissance de haute technologie » (HKIS). Les KIBS se caractérisent par une croissance particulièrement élevée de leur valeur ajoutée depuis les années 1980-1990. Ils apparaissent comme un vecteur majeur de la transmission et de l'intégration des connaissances dans les processus de production. Ils contribuent au développement de l'innovation, technique et organisationnelle. Ils jouent un rôle fondamental dans l'évolution de la productivité et de la compétitivité régionales. Différentes études, en Europe, aux Etats-Unis..., tendent à montrer que depuis le milieu des années 1990 les KIBS se localisent particulièrement dans les grandes aires métropolitaines, et qu'ils contribuent, avec la croissance des activités à fort capital humain, à leurs dynamiques.

L'ouvrage coordonné par J. Ferreira, M. Raposo, C. Fernandes et M. Dejardin tente, en quatre parties et treize chapitres, et avec le concours de trente-quatre auteurs, de dresser un inventaire des travaux sur les KIBS, des différentes pistes de recherche qu'ils ont suscitées ou auxquelles ils peuvent être associés, des enjeux à considérer en termes de politique locale.

Une analyse bibliographique des travaux sur les KIBS est donnée au chapitre 1, s'appuyant sur des articles publiés entre 1994 et 2014 dans des revues internationales, mais on doit dire qu'elle est déjà dépassée depuis la parution de l'ouvrage<sup>1</sup>.

L'ouvrage est riche et appréciable dans la diversité des approches proposées. L'analyse des KIBS est abordée, selon les chapitres, de différentes manières et touche à de nombreux domaines : les systèmes régionaux d'innovation, l'économie géographique de l'innovation, les clusters et leurs « cycles de vie » envisagés comme des systèmes adaptatifs complexes, les économies d'agglomération,

---

<sup>1</sup> On peut par exemple noter trois articles d'un apport intéressant parus très récemment : Lafuente et al. (2016), Pöschl et al. (2016), Zhang (2016).

les externalités de connaissance, les externalités pécuniaires et le marché de la connaissance, le degré de spécialisation/de variété reliée (externalités MAR, Jacobs) et le niveau de développement des territoires, les relations entre firmes et les réseaux informels, l'entrepreneuriat et l'essaimage (spin-off), la capacité d'innovation des PME, la recherche-développement et les TIC...

Les chapitres – certains formalisés, d'autres moins – sont appliqués à un large éventail de cas : les régions européennes, les régions allemandes, la région Wallonne en Belgique, la Norvège, la Suède, les *Midlands* au Royaume-Uni, Cracovie en Pologne, le Québec, des régions taïwanaises, la *Gold Coast* en Australie...

Parmi les lacunes de l'ouvrage, on regrettera une introduction qui se limite essentiellement à présenter les différents chapitres, sans réel effort de synthèse et de véritable cadrage sur le plan analytique. Il faut bien voir aussi que l'ouvrage, en privilégiant une démarche ouverte, n'est qu'un propos d'étape dans les innombrables recherches à venir sur le développement des services et la désindustrialisation, la localisation des services supérieurs et les mécanismes de la productivité régionale où les KIBS sont souvent au cœur.

Au final, ce livre sera d'une lecture stimulante pour les spécialistes en économie régionale, en économie de l'innovation et en économie des services, voire pour éclairer des décideurs locaux.

#### *Références*

- Baumol W.J., 1967, Macroeconomics of unbalanced growth : The anatomy of urban crisis, *The American Economic Review*, 57.
- Lafuente E., Vaillant Y., Vendrell-Herrero F., 2016, Territorial Servitization: Exploring the virtuous circle connecting knowledge-intensive services and new manufacturing businesses, *International Journal of Production Economics*, in press.
- Pöschl J., Foster-McGregor N., Steher R., International R&D spillovers and business service innovation, *The World Economy*, 39, 12.
- Zhang C., 2016, Agglomeration of knowledge intensive business services and urban productivity, *Papers in Regional Science*, 95, 4.

**Maurice Catin**  
LEAD, Université de Toulon

**Jacques Brasseul, *Histoire économique de l'Afrique tropicale des origines à nos jours*, Armand Colin, coll. « U », Paris, 2016, 366 p.**

Jacques Brasseul qui a longtemps enseigné dans les universités en Afrique et à Madagascar associe ses compétences en matière d'histoire économique<sup>2</sup> et en économie du développement<sup>3</sup> pour nous offrir un ouvrage sur l'histoire économique de l'Afrique tropicale (au sud du Sahara) et qui aborde des questions non dénuées de controverses. L'histoire économique de l'Afrique (subsaharienne) soulève notamment trois questions qui font polémique : les causes du retard initial de l'Afrique, les effets de la traite et ceux de la colonisation. L'historien est donc contraint à un travail critique sur l'ensemble des matériaux dont il dispose, y compris les ouvrages des historiens qui l'ont précédé. Ce travail ne suffit pas toujours pour trancher. Dans ces cas-là le savant honnête doit donc avoir l'humilité d'avouer qu'il ne sait, ce qui revient à présenter les faits contradictoires, les diverses interprétations en présence sans prétendre en tirer une vérité. Dans le cas de l'Afrique tropicale, la difficulté est renforcée par l'absence de sources écrites jusqu'à la période récente. C'est le grand mérite de J. Brasseul de reconnaître son incertitude quand l'historiographie ne permet pas d'aller plus loin. Ainsi, les effets démographiques de la traite sont-ils « extrêmement controversés, ce qui laisse *in fine* une impression de brouillard » (p. 224). Cette modestie doit à elle seule servir de leçon à ceux qui affirment catégoriquement – et sans preuve probante – que la traite a provoqué une diminution en valeur absolue de la population africaine. Cela n'empêche pas l'auteur de rectifier les erreurs communément admises quand l'état des connaissances l'y autorise. Ainsi, toujours à propos de la traite, J. Brasseul souligne qu'elle n'est pas la cause du retard économique de l'Afrique mais que bien au contraire c'est ce retard même, « bien antérieur à la traite, qui en est la cause » (p. 230).

Puisque l'absence séculaire de développement économique est le facteur déterminant de l'histoire politique de l'Afrique, c'est elle qu'il convient d'expliquer. Comment comprendre, par exemple, alors que les Africains maîtrisent des langues d'une complexité extrême, défiant les compétences des meilleurs linguistes, que tant de leurs sociétés en soient restées au stade néolithique jusqu'à une période récente. Selon J. Brasseul, cela tient aux ressources naturelles, non seulement les conditions climatiques défavorables qui expliquent les lenteurs de la croissance démographique mais plus largement une géographie qui a contribué à l'isolement de l'Afrique tropicale par rapport au reste du monde, avec le Sahara qui fait barrière au nord et, du côté des océans, des côtes disposant de très peu d'abris naturels et donc contraires au développement de la

<sup>2</sup> Il est, rappelons-le, chez le même éditeur, l'auteur d'une *Histoire des faits économiques* [mondiaux] en trois volumes, abrégés en une *Petite Histoire des faits économiques et sociaux* constamment rééditée.

<sup>3</sup> Jacques Brasseul publie par ailleurs la quatrième édition de son ouvrage sur l'économie du développement, dont la première édition date de 1989. La troisième édition en 2008, *Introduction à l'économie du développement*, a fait l'objet d'un signalement dans *Région et Développement* n°27-2008.

Jacques Brasseul et Cécile Lavrard-Meyer, *Économie du développement – Les enjeux d'un développement à visage humain*, Paris, Armand Colin, coll. « U », 4ème édition, 2016, 384 p.

navigation. Rien à voir avec l'Europe dont les rivages sont extraordinairement découpés, dont l'intérieur est lui-même divisé par des frontières naturelles mais non infranchissables qui ont favorisé la création d'États distincts en compétition les uns avec les autres, qui enfin a pu facilement recevoir et diffuser les innovations en provenance d'Asie.

L'empire d'Éthiopie constitue une exception avec son écriture propre, la seule monnaie frappée<sup>4</sup> et une longévité remarquable : en comptant le royaume d'Aksum (-100, +1000) dont il était l'héritier, il a duré près de deux millénaires. Au contact avec l'Égypte, en face de « l'Arabie heureuse », il a profité des influences chrétiennes et musulmanes. En comparaison, les autres empires africains dont l'économie reposait sur la trilogie du sel, de l'or et des esclaves, n'eurent qu'une existence éphémère (moins de trois siècles). Dépourvus de frontières géographiques précises, au peuplement hétérogène, sans cohésion autre que celle imposée par la force, ils étaient condamnés à disparaître dès que celle-ci faiblissait.

L'islamisation de l'Afrique subsaharienne se fera principalement sous l'impulsion des marchands, à partir du moment où les caravanes de dromadaires traverseront le Sahara (XIIe siècle) ; elle s'arrêtera au sud là où commence la forêt équatoriale. Cependant la traite des esclaves à travers le désert, dite orientale, avait commencé dès le VIIe siècle et se poursuivra jusqu'au début du XXe siècle avec la colonisation de la Libye par l'Italie. Elle aura son apogée au XIXe siècle avec des convois de plusieurs milliers d'esclaves (pieds nus sur le sable brûlant, avec des étapes entre deux points d'eau allant jusqu'à vingt jours). Cette traite qui empruntait également des boutres entre l'Afrique de l'est et l'Arabie jusqu'en Inde (et qui a concerné en tout quelque 29 millions de personnes) fut encore plus meurtrière que la traite atlantique (laquelle a touché quelque 12 millions de personnes entre 1450 et 1900).

Concernant les conséquences sur le développement économique, la réponse de J. Brasseul – qui s'appuie ici encore sur tous les travaux disponibles – est claire : il n'y a pas eu de conséquence globalement négative et il avance un certain nombre d'arguments : (i) Les régions de l'Afrique épargnées par la traite n'ont pas connu un développement plus rapide, au contraire, et (ii) en admettant même que la traite ait entraîné une certaine dépopulation, « dans une économie de subsistance... le retrait d'hommes et de femmes producteurs correspond très exactement à un retrait de consommateurs au même niveau de production » (p. 231) ; il n'y a dès lors pas de frein à l'accumulation du capital. Mais l'Afrique est vaste, toutes les régions n'ont pas été également touchées : la côte occidentale a connu un certain décollage en raison de la traite, certains souverains des pays exportateurs d'esclaves (Dahomey, Ashanti) se sont considérablement enrichis...

Quid des conséquences économiques sur les pays qui l'ont pratiquée ? Nul ne niera qu'elle a fait la fortune de certains ports, comme Liverpool ou Nantes, et de leur hinterland. Mais J. Brasseul montre bien qu'il serait abusif d'expliquer ainsi la croissance de ces pays. La comparaison entre l'Angleterre et la France est à cet égard éclairante. Au XVIIIe siècle, alors que les deux pays sont à peu près à égalité dans le commerce avec leurs colonies (bois d'ébène com-

---

<sup>4</sup> Avant l'arrivée des Arabes en Afrique de l'Ouest à partir du Xe siècle.

pris), la première s'engage dans la révolution industrielle et devient la première puissance économique mondiale tandis que la croissance française demeure plus lente et encore impulsée par les progrès de l'agriculture. Et que dire des pays musulmans « pratiquant la traite sur une période encore plus longue, et également restés à l'écart de l'industrialisation et du progrès économique » (p. 228).

Les facteurs de la colonisation sont multiples et contradictoires. Si les préoccupations humanitaires n'étaient pas absentes, le désir d'enrichissement fut certainement davantage déterminant et, plus encore, la volonté de ne pas se laisser « doubler » par d'autres conquérants. Cela explique pourquoi les puissances européennes se sont précipitées toutes ensemble sur le continent africain. Malgré leur supériorité numérique, les Africains insuffisamment armés et affaiblis par une longue période de sécheresse à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle durent accepter leur défaite. Dans un chapitre intitulé « Pressions », J. Brasseul rappelle dans quelles conditions l'Afrique fut finalement conquise et à quel coût humain.

La période coloniale *stricto sensu* a duré soixante-dix ans, de 1890 à 1960. On a souvent souligné que le découpage de l'Afrique issu de la colonisation était artificiel. De fait « 177 groupes ethniques ont été séparés par des frontières ». En outre, « l'Afrique reste aujourd'hui le continent le plus divisé : elle contient une cinquantaine de pays, plus de trois fois qu'en Asie qui est une fois et demi plus vaste et « quinze pays africains sont sans façade maritime, davantage que dans le reste du monde dans son ensemble » (p. 299-300). Faut-il penser, malgré tout, avec J. Brasseul, qu'avec la réduction de milliers d'entités politiques à quelques dizaines, la colonisation a réduit les possibilités de conflits ? S'il est vrai que la période coloniale a été relativement paisible<sup>5</sup>, la suite a montré que les guerres intertribales pouvaient facilement renaître.

La colonisation a apporté la médecine moderne et celle-ci a permis la croissance démographique. Cependant la population n'a pas crû partout au même rythme. Elle a même baissé au Congo belge, en Afrique Équatoriale Française au début du siècle avec en particulier une « mortalité effroyable » parmi les travailleurs forcés (p. 328). Le décollage démographique de l'Afrique n'a véritablement commencé qu'après 1940 (la population a plus que doublé entre 1950 et 1980).

Le cas des colonies de l'Afrique australe est à part avec un climat tempéré, un peuplement de blancs importants, des richesses minières abondantes. L'Afrique du Sud est autonome depuis 1910 ; l'apartheid y est officiel entre 1948 et 1994. Là, les fermiers d'origine européenne sont souvent la règle, contrairement au reste de l'Afrique où dominant des « régimes étatistes-paysans » caractérisés par « la superposition de l'autorité coloniale d'État et de l'agriculture africaine de petites unités où les paysans contrôlent leur propre terre » (p. 310). La commercialisation par l'intermédiaire des « caisses de stabilisation » permet aux colonisateurs (et plus tard aux nouveaux États indépendants) de prélever les surplus agricoles. Mesurés globalement « les termes de l'échange de revenu », c'est-à-dire la capacité d'importation de l'Afrique, se sont améliorés

<sup>5</sup> Ce qui n'a pas empêché des révoltes contre les occupants, par exemple celle du roi du Dahomey, Béhanzin, qui fut ensuite exilé en Martinique avec une partie de sa cour (p. 255, 302).

rés pendant la période coloniale, grâce surtout à l'augmentation des capacités exportées (doublement du pouvoir d'achat en importations par tête entre 1900 et 1960).

La colonisation a également apporté un réseau de voies de communication par fer et par route, mais celui-ci est voué prioritairement au transport des denrées agricoles. L'Afrique du Sud, à nouveau, fait ici figure d'exception, l'État afrikaner ayant fait du développement industriel une de ses priorités dès les années 1920. Le remplacement des monnaies traditionnelles (cauris, manilles, pièces d'étoffe) par la monnaie bancaire a accompagné l'introduction de la fiscalité au profit des États coloniaux.

L'alphabétisation, l'enseignement faisaient partie des premiers devoirs des pays qui mettaient en avance leur mission civilisatrice. Force est de constater qu'ils n'en ont pas fait leurs priorités, et cela est particulièrement vrai de la France. Un tableau qui donne « le pourcentage de la population ayant été scolarisée en 1953 », soit presque à la veille des indépendances, indique seulement 1,5% pour l'Afrique Occidentale Française contre 10% pour le Ghana (record absolu).

Si le bilan est donc mitigé pour les colonisés, il l'est tout autant pour les colonisateurs, ce qui permet de comprendre pourquoi ces derniers ne cherchèrent pas à se maintenir par la force lorsque les Africains réclamèrent leur indépendance. Le poids de l'opinion internationale hostile à la colonisation a joué également.

Le livre aborde bien d'autres thèmes que les questions évoquées ici. Ainsi retiendra-t-on, entre autres, le chapitre qui raconte comment les Portugais se sont taillés un véritable empire en Afrique aux XVe et XVIe siècles.

En conclusion, cette Histoire économique de l'Afrique tropicale apparaît comme une synthèse magistrale, en même temps qu'elle fourmille de détails et d'illustrations enrichissantes, remarquable aussi par son souci d'équilibre. Elle intéressera aussi bien les historiens que les chercheurs en socio-économie du développement.

**Michel Herland**

**Philippe Hugon, *Afriques : entre puissance et vulnérabilité*, Armand Colin, coll. « Comprendre le monde », Paris, 2016, 272 p.**

Philippe Hugon est un spécialiste reconnu de l'économie du développement, et particulièrement de l'Afrique. Il y a consacré de nombreux ouvrages et articles scientifiques. Il y a vécu, enseigné et a été sollicité à titre d'expert par différentes institutions internationales. L'ouvrage qu'il nous propose est de toute évidence enrichi par ces multiples expériences et on croit volontiers l'auteur lorsqu'il recommande la prudence et l'humilité pour qui veut comprendre, analyser et traiter les questions du développement du continent africain.

Structuré autour de cinq parties, seule la dernière est de nature économique et ce n'est pas un hasard. L'auteur pense que l'Afrique n'est pas uniforme, mais plurielle, complexe, troublante, où seule une démarche pluridisciplinaire est en mesure d'éclairer les relations multiples qui la caractérisent. Le « puzzle africain » actuel exige de connaître l'Afrique d'hier (partie 1) via le recours à l'histoire qui, avec ses tragédies et ses cicatrices, a impacté les trajectoires successives de ce continent peuplé d'1,2 milliards d'habitants en 2015 et de 2,4 milliards à l'horizon 2050. C'est dire si les enjeux et défis sont nombreux de sorte que l'afro-pessimisme côtoie l'afro-optimisme.

Les déterminants internes culturels, sociaux et politiques (partie 2) sont tout autant que l'histoire indispensables à la compréhension de la mosaïque africaine. La prégnance des cultures, le rapport au temps, les croyances religieuses, les pratiques linguistiques (plus de 1 500 langues, soit le plus grand patrimoine linguistique du monde), les structures familiales, les hiérarchies sociales, les espaces de solidarité, ne peuvent être réduits aux comportements d'une société d'économie de marché. Il est impossible de transposer les critères classiques de catégorisation des pays capitalistes où domine le salariat à des pays en développement (voire émergents comme l'Afrique du Sud) où l'extrême pauvreté, les conditions de vie difficiles et les vulnérabilités touchent le plus grand nombre et où l'informel est plutôt la règle.

Les enjeux géopolitiques internes et externes au continent et la place des Afriques dans la mondialisation sont analysés dans la partie 3. Les Afriques ne sont pas déconnectées de la mondialisation (révolution technologique, financiarisation de l'économie capitaliste, défis environnementaux, intégrisme religieux) mais elles sont plus dépendantes qu'actrices. Plusieurs puissances régionales tendent à émerger (l'Afrique du Sud en Afrique australe, le Nigéria en Afrique de l'ouest, l'Éthiopie dans la corne de l'Afrique, le Maroc et l'Égypte en Afrique septentrionale...) et coexistent avec de nombreux pays moins avancés (33 sur 49) et à IDH faible (36 sur 45). La population africaine représente 15% de la population mondiale mais 1,5% du PIB mondial et 3% du commerce mondial. Malgré tout, les Afriques attirent les puissances étrangères pour ses matières premières, ses terres arables et ses nombreux besoins à satisfaire source de débouchés et de marchés à conquérir. Les anciennes puissances coloniales doivent désormais cohabiter avec les nouvelles puissances émergentes comme la Chine : soit ce nouveau contexte conduira à une nouvelle dépendance, soit il débouchera sur une coopération « gagnant-gagnant ».

Les défis actuels et futurs (partie 4) sont massifs : l'explosion démographique, l'urbanisation, la pauvreté, les migrations internes et internationales, la

sécurité alimentaire, l'éducation et la santé (tant sur le plan quantitatif que qualitatif), l'environnement (accès à l'eau, désertification, réchauffement climatique), la corruption, les conflits et le terrorisme. L'économie politique, au-delà des autres sciences sociales citées, aide à mieux comprendre les emboîtements des échelles territoriales allant du local au global ainsi que les interdépendances entre les facteurs internes et extérieurs.

La dernière partie traite de la croissance économique et de la crise. Philippe Hugon rappelle avant tout que la principale difficulté rencontrée par les économistes tient au poids du secteur informel : 50 % du PIB n'est pas enregistré de sorte que toute approche normative est à proscrire. Des questionnements relatifs aux pauvretés, au développement humain ou au bien-être exigent de se pencher sur les potentialités et les capacités propres aux personnes et aux sociétés. Les règles, les conventions, les organisations sont telles que la transposition des modèles de croissance des pays industrialisés aux pays africains est difficile, voire vouée à l'échec. De grandes interrogations demeurent : comment dépasser le modèle des économies rentières et diversifier la structure productive ? Faut-il lutter contre le secteur informel ou en faire un mode de régulation socio-économique ? Comment faire face aux nombreux défis à relever dans un contexte de contrainte budgétaire ?

In fine, Philippe Hugon différencie cinq scénarios : le scénario du largage, du rattrapage, des recentrages, des nouveaux arrimages et des décalages. Le lecteur y trouvera matière à réfléchir. La structure de l'ouvrage l'y aidera et l'incitera à éviter toute approche convenue. Les Afriques sont trop complexes, trop imprévisibles et au cœur d'enjeux multiples pour qu'on puisse les réduire à une évolution homogène. De toute évidence, comme le suggère le titre de l'ouvrage, elles se situent entre puissance et vulnérabilité.

En conclusion, l'ouvrage, pluridisciplinaire, qui se lit facilement, intéressera les chercheurs et les doctorants en socio-économie du développement. C'est à n'en pas douter un ouvrage de référence pour tous ceux qui étudient ou veulent comprendre le continent africain.

**Jean-Claude Vérez**  
LEAD, Université de Toulon